



Conseil de sécurité

Distr. générale
17 juin 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 18 juin 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu l'additif au rapport joint, présenté par le Guyana en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 11 juin 2002, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par le Chargé
d'affaires par intérim de la Mission permanente du Guyana
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le rapport soumis par le Guyana au Comité contre le terrorisme est présenté
ci-après (voir pièce jointe).

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Sonia **Elliott**

Pièce jointe

La République du Guyana : rapport présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001

Au lendemain des attentats terroristes perpétrés le 11 septembre 2001, le Gouvernement guyanien s'est engagé à concourir pleinement aux efforts internationaux visant à combattre l'incidence et les conséquences des activités terroristes et continuera de participer activement à la lutte antiterroriste dans la région et dans l'hémisphère. Au cours de la session extraordinaire de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), tenue aux Bahamas en octobre 2001, les chefs de gouvernement ont réaffirmé leur ferme intention de coopérer avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme conformément au droit international et aux conventions internationales. Les États Membres se sont également engagés à s'acquitter des obligations que leur imposent, à titre individuel ou collectif, les résolutions du Conseil de sécurité, à renforcer leur législation interne concernant la sécurité sous tous ses aspects et à adopter de nouvelles lois.

Dans le cadre de l'hémisphère, le Guyana a apporté son soutien à la résolution par laquelle l'Organisation des États américains (OEA) a condamné ces attentats. Dans cette résolution, les gouvernements des pays de l'hémisphère se sont engagés à intensifier leur coopération pour prévenir, combattre et éliminer le terrorisme dans l'hémisphère.

Réponses aux questions posées par le Comité contre le terrorisme

Paragraphe 1

Alinéa a) – Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et réprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?

Il n'existe pas, au Guyana, de texte réprimant expressément le terrorisme. Toutefois, le Gouvernement guyanien est décidé à accroître les moyens dont il dispose pour prévenir ou réprimer le financement des activités terroristes.

Alinéa b) – Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

Le terrorisme n'est pas une infraction pénale en droit guyanien.

Alinéa c) – Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures pertinentes qu'ils auront prises.

Les textes ou procédures en vigueur sont la loi de 1988 sur les substances psychotropes et stupéfiants et la loi sur le blanchiment de l'argent, qui visent les avoirs tirés du trafic illicite de stupéfiants.

Alinéa d) – Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

L'Autorité de tutelle de la Banque du Guyana a fait distribuer à toutes les institutions financières les listes comportant les noms d'individus ou organisations soupçonnés de participer à des activités terroristes, en leur demandant de signaler à la Banque centrale toutes opérations effectuées par les individus ainsi visés auprès d'elles.

Paragraphe 2

Alinéa a) – Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes et ii) l'approvisionnement en armes des terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

La loi guyanienne portant droit pénal (délinquants) ne vise pas expressément les activités terroristes.

Alinéa b) – Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

Le Guyana s'emploie à promouvoir la coopération et la collaboration avec ses voisins ainsi qu'avec d'autres pays. Il a renforcé les mesures de sécurité aux portes d'entrée.

Alinéa c) – Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple, des lois visant à exclure ou à expulser les types de personnes visées à cet alinéa? Il serait utile que les États donnent des exemples des mesures prises à cet égard.

La loi guyanienne sur l'immigration et la loi de 1988 sur les criminels en fuite qui interdisent l'entrée au Guyana ou prévoient l'expulsion du Guyana des étrangers dont il y a des motifs raisonnables de penser qu'ils ont commis une infraction. Ces lois ne visent pas expressément le terrorisme.

Alinéa d) – Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

Il n'existe aucune loi ni procédure de cette nature.

Alinéa e) – Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes? Veuillez donner des exemples des condamnations obtenues et des peines prononcées.

L'Administration est en train de réunir des renseignements d'ordre législatif concernant le terrorisme et de les étudier.

Alinéa f) – Quels procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États? Veuillez donner des détails sur la manière dont ces procédures et mécanismes ont été utilisés à la pratique.

Des dispositions sont prises en vue de mener à leur terme les formalités législatives nécessaires à la signature de la Convention interaméricaine d'entraide judiciaire en matière pénale. La Convention fait aux États membres obligation d'harmoniser leurs dispositions juridiques, administratives et procédurales dans le sens d'une coopération plus poussée en matière pénale.

Alinéa g) – Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures avez-vous prises pour empêcher la contrefaçon, etc., de ces documents?

La loi sur l'immigration dispose, en son article 7, que quiconque entre au Guyana par la voie terrestre doit se présenter au service d'immigration le plus proche; les personnes voyageant par voie maritime ou aérienne ne pouvant débarquer que sur autorisation d'un fonctionnaire de l'immigration.

La loi dispose également qu'à l'entrée ou à la sortie du territoire toute personne est tenue de répondre sincèrement à toutes questions à elle posées par un fonctionnaire de l'immigration en vue d'établir son identité, sa nationalité, etc.

Quiconque ne se conforme pas à l'une quelconque des dispositions de la loi sur l'immigration sera en état d'infraction à la loi et pourra se voir interdire l'entrée au Guyana.

Aux termes de l'article 16 de la loi sur l'immigration, tout fonctionnaire d'immigration peut décider si un immigrant est frappé d'interdiction et, à sa discrétion :

- a) Lui ordonner de quitter le Guyana sur le champ par le moyen de transport qu'il a emprunté pour s'y rendre ou par tout autre moyen;
- b) Lui ordonner de quitter le Guyana dans un délai qu'il déterminera; ou
- c) Le faire arrêter et traduire devant le tribunal en vue de son refoulement par décision de justice.

En vertu de la loi sur les étrangers, le Ministre de l'intérieur peut, en toute discrétion, interdire l'entrée d'un étranger au Guyana.

Le Guyana a arrêté des instructions strictes pour la délivrance des passeports (le terme « passeport » désignant des documents de voyage et pièces d'identité similaires). Quiconque ne fournit pas de renseignements suffisants pour établir son identité ou fait une fausse déclaration peut se voir refuser un passeport. Il n'est délivré de passeport de remplacement qu'après vérification des renseignements fournis, et ce d'ordinaire, qu'au terme d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle la demande en a été faite au service d'immigration.

Paragraphe 3

Alinéa a) – Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles dans le domaine visé à cet alinéa?

La montée de la criminalité et l'interconnexion entre trafic d'armes, trafic de stupéfiants et terrorisme sont des motifs de préoccupation majeure pour le Guyana. Attaché aux accords bilatéraux conclus au niveau de la région et de l'hémisphère ainsi qu'aux accords internationaux et multilatéraux auxquels il est partie, le Guyana est également décidé à oeuvrer de concert avec ses partenaires de la CARICOM pour lutter contre le terrorisme dans le respect du droit international et pour sauvegarder et protéger la sécurité de ses frontières, de son littoral et de son espace aérien. Il a souscrit sans réserve à l'initiative prise par le Secrétaire général du Commonwealth de créer un Comité du Commonwealth de la lutte antiterroriste.

Le Guyana a signé la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et autres matières connexes.

Alinéa b) – Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Le Guyana partage ses informations sur les activités criminelles avec les juridictions de ses voisins par les voies officielles ou par le biais des organismes d'application des lois.

Alinéa c) – Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Le Guyana s'associe pleinement au principe et à l'élaboration des conventions internationales contre le terrorisme. Il est également disposé à collaborer par l'intermédiaire de ses services de police et de son armée afin d'apporter toute aide requise de lui. Il est par ailleurs membre d'Interpol.

Alinéa d) – Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?

À ce jour, le Guyana a signé 3 des 12 grandes conventions contre le terrorisme, à savoir :

- La Convention de Tokyo relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (signée le 20 décembre 1972);
- La Convention de La Haye pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (signée le 21 décembre 1972);
- La Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (signée le 21 décembre 1972).

Le Gouvernement est saisi pour examen du texte d'autres conventions contre le terrorisme, y compris la Convention contre la criminalité transnationale organisée, devant être signées à brève échéance.

Alinéa e) – Donner tous renseignements pertinents sur l'application des conventions.

Le Guyana entend se conformer aux dispositions de toutes les conventions sur la matière auxquelles il est partie et prendra, selon que de besoin, les textes à cette fin.

Aux termes de la Constitution guyanienne, les juges doivent prendre en compte dans leurs décisions tous les traités internationaux signés par le Guyana ainsi que ceux de portée internationale.

Alinéa f) – Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que des demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

Le Guyana n'est pas partie à la Convention relative au statut des réfugiés ni à son protocole de 1967.

La loi guyanienne sur l'immigration ne fait pas expressément mention des réfugiés ni de politique en la matière.

Alinéa g) – Quelles procédures avez-vous mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié? Veuillez donner des détails sur les lois ou les procédures administratives qui empêchent que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés. Veuillez citer les cas pertinents.

Ainsi qu'il est indiqué plus haut, au titre de l'alinéa f), l'octroi du statut de réfugié n'est pas organisé au Guyana.
